

Il y a 70 ans à Zurich, **W. Churchill**, parlait des « *Etats Unis d'Europe* ». Mais ce n'est qu'**en 1973**, et contre l'avis des travaillistes du Labour party, qu'à 67% des suffrages exprimés, les britanniques approuvaient par referendum l'entrée du RU (ainsi que l'Irlande et le Danemark) dans ce qui était l'ancêtre de l'UE : la CEE créée **en 1957**, elle-même issue de la CECA créée **en 1951** par ses 6 pays fondateurs. Mais, l'entrée du RU ne fut aussi rendue possible que par la levée par **Pompidou** du veto émis par **de Gaule** qui voyait l'entrée du RU comme un cheval de Troie étatsunien.

Auparavant, **Louis de Broglie** (prix Nobel de Physique en 1929) propose en 1949 de créer un laboratoire scientifique européen. Et c'est **en 1952**, avec le soutien de l'UNESCO, que onze gouvernements européens décident de créer le CERN (Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire) et de l'installer à cheval sur la frontière franco-suisse, près de Genève. Les premiers travaux pour la construction du laboratoire et de son accélérateur commencent en **mai 1954**. En **septembre 1954**, la convention créant officiellement le CERN est ratifiée par 12 États européens. Les scientifiques ont donc pu précéder la création de la CEE puis de l'UE pour collaborer avec le succès que l'on sait (du Web jusqu'au boson de **Higgs**).

Pour celles et ceux qui sont beaucoup plus jeunes que nous, il convient de rappeler qu'**en janvier 1957**, lors du débat relatif à la ratification du traité de Rome, un dangereux révolutionnaire s'y était opposé en ces termes : « *le projet du marché commun, tel qu'il nous est présenté, est basé sur le libéralisme classique du XIX^{ème} siècle, selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes* ». Ce doux rêveur parlait de ce que la nouvelle gauche initiée par le réformateur réaliste, **Rocard** et d'autres, ont appelé *la concurrence libre et non faussée*, qui justifiait de reconnaître le rôle du marché à côté d'un Etat qui devait lui abandonner ses prérogatives. Ce doux rêveur donc, s'appelait ... **Mendes France** qui fût accusé par le clan fasciste de l'époque (le Pen et l'OAS) de brader le patrimoine français au motif qu'il avait négocié l'indépendance de la Tunisie ! Et comme Mendès était juif, ce clan fasciste s'était aussi lancé dans une campagne antisémite rappelant les accents vichystes. Et c'est ce même clan qui redéveloppe actuellement l'autre versant de l'antisémitisme en arguant i) que l'Europe devrait se défendre d'une invasion de migrants qui fuient la misère et les guerres que l'Occident et les USA ont suscitées (Afghanistan, Irak, Syrie, Lybie) et ii) que ces réfugiés ne pourraient pas s'intégrer à la République laïque au motif qu'ils sont musulmans. Il me faut le dire clairement, cette islamophobie qui défend une Europe forteresse n'est que la renaissance de l'antisémitisme d'hier qui se nourrit aujourd'hui en France du retour d'un refoulé tabou, le refoulé des descendants de parents qui n'ont pas digéré l'indépendance politique des pays du Maghreb obtenue en 1962. Mais revenons au Brexit :

Arrivée au pouvoir **en 1979**, **Margaret Thatcher**, veut corriger ce qu'elle percevait comme une injustice : la contribution britannique au budget européen est supérieure à ce qu'elle reçoit en retour puisque les subventions agricoles européennes, notamment, bénéficient nettement plus à la France qu'au Royaume-Uni

(et à la couronne qui est le plus grand propriétaire foncier du RU). C'est ce qui restera sous la célèbre phrase « *I want my money back* » de la Dame de fer. **En 1984**, elle obtient gain de cause en obtenant un rabais (*rebate*), qui équivaut aux deux tiers de l'excédent que verse le RU au budget européen par rapport à ce que le RU en reçoit.

En 1983, le dirigeant du Labour (**Michael Foot**), défend une sortie de la CEE dans un manifeste : « *Même si la géographie et l'histoire ont inscrit l'Angleterre en Europe, la CEE n'a pas été conçue pour nous et notre intégration, en tant que membre [de la CEE] a rendu plus difficile la lutte contre les problèmes économiques et industriels* », affirme le Labour qui critique tout particulièrement la politique commerciale commune à laquelle doit se plier le Royaume-Uni.

« *En nous empêchant d'acheter la nourriture aux meilleures sources disponibles dans le monde, [les contraintes européennes] vont à l'encontre de nos plans pour contrôler les prix et l'inflation.* »

« *Quand nous arriverons au pouvoir, nous ouvrirons des négociations préliminaires avec les autres Etats membres pour établir un calendrier de retrait [de la CEE]* », déclarent les travaillistes d'alors. Une position qui provoquera la scission du parti et la naissance du mouvement social-démocrate, parti centriste et pro-européen, prédécesseur des socio-libéraux actuels.

En 1988, dans son discours de Bruges, **Margaret Thatcher** réaffirme son opposition à une Europe fédérale et à l'idée que la Communauté européenne puisse disposer de ressources propres. La dirigeante britannique refuse tout particulièrement la création d'une monnaie unique dans un discours devant la chambre des Lords **en 1990**.

En novembre 1989, la chute du mur de Berlin suivie de l'implosion pacifique de l'URSS va permettre au grand Capital d'utiliser la révolution informationnelle pour donner libre cours à ses appétits vitaux par la privatisation lucrative (marchande) de pans entiers des économies gérées par les Etats dits « providence » (politiques dites « d'ajustement structurel », de rétrécissement de l'Etat à ses seules fonctions régaliennes et donc d'amaigrissement des services publics), par la dérèglementation des échanges commerciaux, économiques et financiers, dérèglementation initiée d'abord par la libéralisation des taux de change des monnaies (1971-1973) qui sera suivie par celle des taux d'intérêt. Actuellement, c.-à.-d., 25 ans après et surtout après la crise des subprimes de 2007-2008, on peut se demander si ce que certains ont pu prendre pour des pulsions de vie ne sont pas plutôt des régressions nauséabondes qui vont conduire le système capitaliste, voilé d'habits néolibéraux, à sa mort ?

Puis, **en 1992**, le RU parvient à obtenir une clause d'exemption (*opt-out*) concernant la « charte sociale » et le passage à l'euro dans le cadre du traité de Maastricht. **En 1993**, les conservateurs tenteront à nouveau d'imposer un référendum sur le traité de Maastricht, qui sera finalement approuvé par le parlement

britannique : mais il aura fallu pour cela que le premier ministre menace de démissionner en cas de vote négatif du parlement.

En 1994, **John Major** met son veto à la candidature du belge **Jean-Luc Dehaene** à la tête de la Commission Européenne, jugé trop « fédéraliste » par les Britanniques. Scénario qui se reproduira avec **Tony Blair** (qui refuse **Guy Verhofstadt**) et **David Cameron** (qui désapprouve le choix de **Jean-Claude Juncker**).

En 1996, le parti travailliste affirme dans son manifeste de campagne qu'un référendum est une condition préalable à l'adoption par le RU de la monnaie unique. En 1999, l'euro est lancé, le Royaume-Uni (et le Danemark) s'excluant de l'euro-zone.

En avril 2004, **Tony Blair** propose de soumettre par référendum le Traité Constitutionnel (TCE) d'une Europe élargie de 15 à 27 membres englobant les pays européens de l'Est qu'il faut à tout prix extraire de la zone d'influence russe. Tony Blair veut ainsi priver l'opposition d'un argument de poids pendant les campagnes pour les élections européennes de juin et les législatives de 2005, année du NON au TCE en France et aux Pays-Bas.

En 2008, le centriste **Nick Clegg** demande un référendum sur l'appartenance du RU à l'UE. La même année, face à la grogne montant dans plusieurs pays européens, Bruxelles négocie le traité de Lisbonne, signé en 2009 par tous les Etats européens, traité que le premier ministre **Gordon Brown** finira par signer sans passer par ... un référendum !

Aux élections européennes de 2009, l'UKIP (UK Independence Party) demande un référendum sur l'appartenance à l'UE et arrive en seconde position avec 16 % des voix. Ce parti populiste a ensuite amélioré son score de près de 10 points lors des élections de 2014. Puis, **David Cameron**, reconnaissant qu'il ne pourra soumettre le traité de Lisbonne à un référendum, s'engage néanmoins à limiter les transferts de pouvoir. En 2011, afin de protéger le secteur financier britannique, **David Cameron** s'oppose aux nouvelles réglementations financières prévues par le traité de Lisbonne et devant s'appliquer aux Etats membres. Enfin, alors que de nouvelles élections s'approchent, **David Cameron** change de discours et affirme que, si les Conservateurs l'emportent au Parlement, il renégociera les relations entre l'UE et le RU et organisera un référendum sur son maintien dans l'UE en 2016.

Il a eu lieu le 23 juin et 52% des votes exprimés par les britanniques (38% des inscrits) se sont prononcés pour un Brexit aux promesses contradictoires : un libéralisme encore plus libéral que l'ordolibéralisme allemand leur permettant de conserver l'accès au marché unique européen d'une part tout en réduisant d'autre part l'immigration, notamment des travailleurs détachés ... (polonais entre autres) : « *Nous déciderons de nos frontières, de nos lois et de l'usage de l'argent des contribuables* » a déclaré l'ultralibéral europhobe **David Davis**, ministre chargé de la sortie de l'UE. Ce

pourfendeur du « trop-d'Etat » gèrera un ministère aux effectifs pléthoriques (180 fonctionnaires à Londres et 120 à Bruxelles !) qui devra aussi négocier les relations d'un Royaume désuni avec l'Ecosse et l'Irlande du Nord qui se sont prononcés pour rester au sein de l'UE !

En 2016, un an après son accession au pouvoir en Grèce, le gouvernement antilibéral d'**Alexis Tsipras** est contraint d'appliquer les mesures libérales que l'on connaît (hausse des impôts, recul de l'âge de la retraite, privatisation de ports et de services publics, etc.) mais sans toucher aux privilèges des armateurs et de l'église orthodoxe, principal propriétaire foncier qui ne paie pas d'impôt foncier. Isolé en Europe en raison de l'insuffisance des manifestations de solidarité, la Grèce (et demain le Portugal ?) a démontré qu'un petit pays, s'il est seul, ne peut imposer un processus de transformation antilibéral et anti-austéritaire dans le cadre d'une UE qui lui est majoritairement hostile et qui est acquise aux murs érigés par l'hydre mondiale de l'oligopole financier et de la troïka (UE, FMI et BCE). Les deux seuls points positifs obtenus par le gouvernement Tsipras ont été : i) de mettre en minorité **W. Schaüble**, ministre allemand des finances qui voulait exclure la Grèce de la zone euro (le Grexit) et ii) de mettre à l'ordre du jour, avec l'appui du FMI et contre l'avis de l'Allemagne, la question du rééchelonnement de la dette du pays.

Par régressions nauséabondes, je voulais parler du bruit facho-libéral des populistes qui couve dans tous les pays européens confrontés aux orientations ordolibérales de la CE. S'il est un bruit assourdissant, c'est bien celui de **V. Orban**, qui s'était déjà signalé **en 2015** par ses déclarations visant i) les musulmans qui constitueraient « *une menace pour l'identité chrétienne en Europe* » et ii) à rétablir la peine de mort (interdit par la Charte des Droits fondamentaux de l'UE). Après avoir érigé un mur de barbelés aux frontières de la Hongrie avec la Serbie, il entend organiser le **2 octobre 2016**, un referendum en Hongrie pour remettre en cause le plan de répartition des réfugiés dans les pays de l'UE. Venant après ses mesures restreignant la liberté de la presse et l'indépendance de la justice, cela commence à faire beaucoup et le chef de la diplomatie luxembourgeoise, **Jean Asselborn**, en est venu à demander que la Hongrie soit temporairement ou définitivement exclue de l'UE ! Mais une telle exclusion devant être votée à l'unanimité des Etats membres, **Asselborn** demande donc d'en « *changer les règles afin que l'exclusion d'un pays de l'UE ne requiert plus l'unanimité* » ... C'est selon lui, « *la seule manière de préserver la cohésion et les valeurs de l'UE* ». Des valeurs qui tolèrent qu'**E. Barroso** puisse aller pantoufler dans les arcanes de Goldman Sachs, banque qui s'était déjà illustrée grâce à l'actuel président de la BCE (**Mario Draghi**) en truquant les déficits et la dette publique grecque afin de faire accepter son introduction dans la zone euro en 1981 ?

Ces quelques signes montrent qu'un certain pourrissement se fait jour à la tête de la CE qui va se voir contrainte d'appliquer les assouplissements recommandés par l'OCDE et le FMI (relance de l'économie et des investissements) quitte à augmenter

la dette publique des Etats qui en ont les moyens ... En somme, l'UE n'est-elle pas sur la voie qui mène à son implosion par aiguïsement de ses contradictions internes ?

Mais le risque imminent pour les peuples européens n'est-il pas de voir le RU se transformer en un paradis fiscal, échappant aux règles communautaires, afin de maintenir la puissance financière de la City ? Son taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés (l'IS) qui est de 20% devait descendre à 17% en 2020 pour descendre sous les 15% après le Brexit, se rapprochant ainsi de celui de l'Irlande (12.5%) ! Ce moins-disant fiscal pourra alors être utilisé par les gouvernements européens pour pressuriser un peu plus les conditions de travail, concurrence oblige !

N'est-il donc pas temps de refonder l'UE, une Europe réellement démocratique et populaire, libérée de l'emprise des lobbies financiers et économiques, qui sera seule en mesure de s'émanciper à la fois de l'Europe forteresse des populistes que de l'Europe du marché (libéral pur jus des conservateurs anglais ou ordo-libéral des sociolibéraux), l'une alimentant l'autre. Faute de quoi, selon **E. Balibar**, *"on va aboutir à la fabrication d'une nouvelle géométrie du «système» des Etats européens, dans lequel l'appartenance formelle à l'UE sera toujours compensée par d'autres structures : l'eurozone, mais aussi l'Otan, le système de sécurité aux frontières qui succédera à Schengen, et une «zone de libre-échange» à définir en fonction des rapports de force économiques ?"*.

Mais afin de nous éclairer sur ces points comme sur d'autres (que penser de l'avenir plus qu'incertain de la taxe sur les transactions financières, du projet de réforme des modes d'évaluation du risque des actifs bancaires, du rachat massif par la BCE de dettes publiques qui se montent à ce jour à 1026 milliards d'€, du projet de renforcement des fonds propres des banques proposé par le comité de Bâle ou de la « mutualisation des dettes publiques » proposée par **J. Stiglitz** ?), je vais céder la parole à **F. Morin**, ancien professeur d'économie financière au LEREPS, ami de **B. Maris** assassiné par un commando fasciste d'islamistes dans les locaux de Charlie-Hebdo et auteur de « *Un monde sans Wall Street* » (2011), « *La Grande saignée : contre le cataclysme à venir* » (2013), « *l'Hydre mondiale : l'oligopole bancaire* » (2015).